

MÉDECINS VÉTÉRINAIRES

Le rebondissement

Le silence dure depuis mai 2008, après que l'ex-ministre de l'Agriculture, M. Saïd Barkat, a promis de prendre en charge leurs doléances. Entre-temps, arrive à ce département ministériel un nouveau ministre, qui jusque-là n'a pas encore ouvert le dossier relatif à la fonction des vétérinaires.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Devant cette situation, le Syndicat national des médecins vétérinaires, fonctionnaires de l'administration publique (SNMVFAP) sort de son mutisme et affiche au devant de la scène son mécontentement et sa projection d'aller vers un mouvement de protestation. C'est ce qui ressort du communiqué parvenu hier à notre rédaction. Le syndicat compte relancer le ministre Rachid Benaïssa, après lui avoir laissé suffisamment de temps pour consulter le dossier des

vétérinaires et de leurs revendications, notamment celle de l'élaboration, en commun accord avec la tutelle, d'un statut particulier pour cette frange de fonctionnaires.

A ce jour, aucune audience n'a été accordée au syndicat. Leurs revendications sont suspendues, pour ne pas dire enterrées dans un tiroir depuis plusieurs mois. Le syndicat avait, en mai dernier, brandi la menace d'aller vers une grève illimitée à partir du mois de Ramadan.

Cette décision a été gelée après le

changement opéré à la tête du département de l'agriculture. Réuni en conseil national consultatif, le 12 novembre dernier, le syndicat a décidé d'adresser une lettre au ministre pour lui rappeler l'engagement de son département à améliorer la situation des médecins vétérinaires et aussi demander une audience pour discuter du statut particulier des vétérinaires qui ne voit pas le jour. Le syndicat veut également saisir le Premier ministre, aussitôt installé, pour solliciter son intervention auprès de la Direction générale de la Fonction publique et du ministère des Finances, pour le déblocage de l'indemnité vétérinaire, figurant dans la nouvelle grille des salaires et qui n'est pas perçue, à ce jour, par les vétérinaires.

D'ailleurs, ces derniers comptent prendre des positions fermes concernant un groupe de vétérinaires qui se sont autoproclamés des syndicalistes et travaillent en commission mixte avec le ministère.

Faut-il le rappeler, ce groupe a fait sa première apparition lors de la grève des vétérinaires de mai dernier et a été reçu par l'ex-ministre Barkat. Des pratiques que refuse de cautionner le syndicat qui prépare une assemblée générale extraordinaire, pour définir les responsabilités de ses adhérents et membres élus, pour lever toute équivoque sur la souveraineté des décisions prises en assemblée générale.

R. M.

6<sup>E</sup> SALON INTERNATIONAL DES TRAVAUX PUBLICS

Des leaders présentent leur savoir-faire

La sixième édition du Salon international des travaux publics, SITP'2008, qui se tient au palais des Expositions des Pins-Maritimes à Alger, jusqu'au 18 du mois en cours, enregistre une forte participation. Des leaders nationaux actuant dans le secteur des travaux publics, mais aussi étrangers venus d'une quinzaine de pays prennent part à cette manifestation économique. Services, nouvelles techniques de réalisation, engineering, engins et autres équipements, tous les segments sont représentés.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Citic-Crcr, le groupement chinois en charge de la réalisation des lots ouest et centre de l'autoroute Est-Ouest, est une fois encore présent au 6<sup>e</sup> SITP. M. Huang, du stand d'exposition du géant chinois, soutient que «les travaux se déroulent selon le

planning d'exécution». «Nos chantiers fonctionnent 24h sur 24 et nous allons livrer les deux lots dans les délais, c'est-à-dire vers la fin de l'année 2009», poursuit notre interlocuteur qui tient à préciser que «les quelques problèmes qu'a connus l'entreprise surviennent dans toutes les sociétés». Citic-Crcr emploie actuellement 23 892 travailleurs dont 14 150 nationaux.

L'étude de mise à péage de l'autoroute Est-Ouest finalisée

Leader du marché de l'ingénierie des infrastructures routières et autoroutières, la société française Egis Route a remporté le marché des études de mise à péage et équipements d'exploitation de l'autoroute Est-Ouest. «Les études ont été finalisées», apprend-on. Egis Route bénéficie d'une très forte expérience acquise depuis près de 40 ans, dans les

domaines routier et autoroutier. La société pilote des projets pluridisciplinaires dans les différentes phases de développement. Et justement, à propos du péage, M. Amar Ghoul, ministre des Travaux publics, a assuré que les tarifs seront à la portée des usagers.

Özgün, un turc à l'assaut du marché algérien

Créé en Turquie en 1993, le groupe Özgün compte quatre sociétés qui proposent leurs services dans les secteurs de la construction, des travaux publics, de l'assurance et de l'énergie. La filiale algérienne du groupe Özgün, Insaat, est engagée dans plusieurs projets dont la réalisation de trois tunnels à Tizi-Ouzou, des ouvrages d'art et des excavations, notamment pour la première ligne du métro d'Alger. Özgün Insaat a récemment remporté quatre nouveaux projets. Il s'agit,

selon le directeur d'administration, Halis Erdinç Palaz, du projet de l'aménagement de la RN34 à Béjaïa sur 11,5 km, le dédoublement de la voie ferrée avec rectification du tracé entre El-Affroun et El-Khemis sur 55 km, la conception et la réalisation d'une ligne à double voie électrique entre Thénia et Bordj-Bou-Arréridj sur 175 km, et enfin, la modernisation de la ligne Thénia-Tizi-Ouzou sur 50 km et son électrification jusqu'à Oued-Aïssi. Pour le groupe turc, «l'Algérie est l'un des marchés importants à l'extérieur de la Turquie avec des engagements de près de 800 millions d'euros».

Un groupe qui fait de la sécurité, l'esthétique et l'économie les trois piliers de sa philosophie. «En Algérie, nous tablons sur un partenariat gagnant-gagnant», souligne M. Halis Erdinç Palaz.

L. M.

CRISE MONDIALE ET INDUSTRIE DE LA SIDÉRURGIE ET DE LA MÉTALLURGIE

L'Algérie «épargnée» à court terme

Dans un contexte de crise financière mondiale, l'industrie de la sidérurgie, de la métallurgie et de la transformation des métaux est-elle menacée en Algérie ? Telle est la question que se sont posés les présents à la journée d'étude organisée hier, en marge du Salon international consacré à ce domaine, dont tout reste à faire dans notre pays.

Lyès Menacer – Alger (Le Soir) – Les conférenciers qui ont animé cette rencontre sont unanimes. «Si la crise financière venait à perdurer, l'industrie métallurgique sera sévèrement touchée», laissent-ils entendre. Autrement dit, El Hadjar, seul complexe sidérurgique que possède l'Algérie, sera contraint de compresser une partie de son personnel en plus de la baisse de production effective depuis le début de la crise financière. Arcelor Mittal, qui dirige ce grand complexe, a déjà opéré des

restrictions de ses dépenses, reporté plus d'un million de dollars d'investissement et décidé de réduire le recours à la sous-traitance. Pour Lachgar Mohamed Laïd, secrétaire général de l'Union arabe du fer et de l'acier, l'Algérie ne sera pas affectée à court terme par cette crise, vu l'importance de la demande en acier et particulièrement en rond à béton. Jusqu'à la fin de 2009, l'industrie métallurgique ne connaîtra pas de récession, a assuré M. Lachgar. Le problème risque, par contre, d'affecter les autres pays arabes membres de cette organisation en raison du manque de liquidités. «Ce n'est pas le cas pour notre pays, concernant surtout les grands projets d'équipements publics déjà lancés. L'importance des réserves de change va amortir le choc de cette crise», a expliqué M. Lachgar. Pour parer aux effets de l'effondrement de l'économie mondiale, l'Union arabe du fer et de l'acier a

engagé une réflexion consistant à proposer aux grands industriels de la métallurgie et de la sidérurgie de se constituer en groupements, et ce pour minimiser les pertes causées par la baisse des cours de l'acier sur le marché et prévoir de réaliser des achats groupés de matière première.

L'UAFa tente également de trouver un consensus entre ses membres autour des prix à appliquer, de telle manière à arranger aussi bien les entreprises que les consommateurs. Concernant l'Algérie, M. Lachgar estime qu'Arcelor Mittal peut supporter les pertes, puisqu'il s'agit d'une multinationale qui fournit 10% de la production mondiale en acier. Pour l'ex-Pdg de Sider, Chetih Messaoud, l'Algérie a d'énormes possibilités de développer cette industrie qu'il considère stratégique pour le développement économique de notre pays. «L'Algérie est le pays où le coût de l'énergie est des plus bas au monde.

C'est ce qui attire les investisseurs dans le domaine de la sidérurgie et de la métallurgie.

Le fait que l'Etat essaye de favoriser le privé national pour investir dans le domaine est réconfortant. Mais il doit veiller à assurer une bonne gouvernance dans la gestion des projets lancés ou qui seront lancés à l'avenir», a indiqué M. Chetih. L'intervenant a estimé que la perte d'une grande partie de l'encadrement d'El Hadjar, durant les différentes crises qu'il a vécues, et la vétusté de ses équipements sont autant de raisons qui ont contribué à la baisse de sa production. M. Chetih a évalué le coût de réhabilitation d'El Hadjar à plus d'un demi-milliard de dollars. En évoquant la problématique de la privatisation des entreprises publiques en Algérie, M. Kemal Gesous, dirigeant de Fondal Group, estime que le processus de privatisation des entreprises publiques en Algérie n'a pas encore apporté un saut qualitatif en matière de productivité à notre industrie, puisqu'il n'y a pas eu un véritable transfert de technologie et de savoir-faire dont nous avons besoin et que les pouvoirs publics avaient espéré. L'orateur ne singularise pas seulement le complexe d'El Hadjar, mais il évoque aussi l'ensemble des entités industrielles qui ont fait l'objet de cette privatisation, qui a permis un transfert massif de devises vers l'étranger, sans faire profiter réellement l'économie nationale. En fin de compte, l'Algérie doit tirer les leçons de la crise financière mondiale pour relancer l'industrie de la sidérurgie, de la métallurgie et de la transformation des métaux, un secteur porteur de réelles perspectives.

L. M.

CONFÉRENCE D'ALGER SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les pays africains appelés à adopter une position forte

En prévision de la conférence des ministres africains de l'Environnement, qui aura lieu cette fin de semaine à Alger, les négociateurs africains sur les changements climatiques ont entamé hier une réunion préparatoire à l'hôtel El Aurassi.

Intervenant à l'ouverture de la rencontre, M. Cherif Rahmani, ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme, a déclaré que «cette rencontre africaine revêt une importance capitale et stratégique. Il s'agit pour les représentants des pays présents d'améliorer la position africaine sur les changements climatiques. Avec l'adoption par les ministres de la plate-forme d'Alger, l'Afrique veut se doter d'une position ferme et forte», a précisé M. Cherif Rahmani, notant, en outre, que la position des responsables doit être conforme à celle attendue par la population africaine, qui subit le plus les effets des changements climatiques. Le ministre rappellera dans son intervention qu'il s'agit de faire du climat une priorité et qualifiera la conférence d'Alger de celle de l'espoir. «J'attends d'Alger un engagement collégial. Il faut un cadre durable pour le développement durable. Le protocole de Kyoto a décidé la préparation de l'après-2012. Nous devons être donc solidaires avec les pays les moins avancés», a souligné M. Cherif Rahmani. Selon le ministre, il s'agit d'aller vers une maîtrise du transfert de la technologie en vue de la sécurisation des pays du continent africain.

Le responsable ne manquera pas d'évoquer la question de l'émigration, notant que cette dernière demeurera inévitable avec les effets de plus en plus néfastes des changements climatiques. Le ministre appellera enfin à une alliance intercontinentale, dans le cadre de la lutte contre les effets des changements climatiques. Lors de la rencontre tenue hier, les intervenants ont procédé notamment à la présentation du plan d'action de Bali. Ainsi, Mlle Lim Li Lin, représentant une organisation non gouvernementale de Malaisie rappellera que le plan d'action de Bali a été adopté à la fin de 2007 et sera finalisé l'année prochaine. «C'est un processus global qui a pour objectif la mise en œuvre de la convention.

Nous cherchons ainsi la mise en œuvre d'actions immédiates.

Les pays africains doivent s'adapter aux changements et nous ne devons pas attendre 2012», a déclaré la spécialiste qui appellera les pays les moins développés à aller vers la production de leur propre technologie.

Pour les décisions émanant du plan d'action de Bali, il s'agit, selon l'intervenante, du financement et du transfert des technologies. Mlle Lim Li Lin soulignera le fait que des pays développés ne pourront pas honorer leurs engagements concernant la réduction des émissions à l'horizon 2012, «comme ils n'ont pas respecté leurs engagements concernant les questions de transfert des technologies et des financements», affirmera la spécialiste en guise de conclusion.

F.-Z. B.

ALGER

Un mort dans l'effondrement d'un immeuble à Bab-El-Oued

Classé dans la catégorie rouge par les services du CTC au lendemain des inondations de Bab-El-Oued, soit en novembre 2001, l'immeuble sis au 9, rue Jean-Jaurès à Bab-El-Oued s'est effondré, hier, faisant un mort parmi les occupants. Il était 7h15 du matin lorsque l'immeuble s'est effondré. Les seize familles qui y logent ont évacué le lieu en quelques secondes. La personne qui a péri, un homme de 40 ans, habitait au deuxième étage, et dormait profondément quand la catastrophe est survenue.

Ce n'est qu'aux environs de 10h que la victime a été retirée des décombres. Le président de l'APC de Bab-El-Oued s'est déplacé sur les lieux pour apporter son soutien aux sinistrés. Ces derniers ne décolèrent pas car ce qui s'est produit hier était prévisible, puisque l'immeuble a été classé dans la catégorie rouge. En effet, les familles n'ont pas cessé d'alerter les autorités locales sur le danger qu'elles encourent, mais en vain. «Chaque semaine, un balcon de cet immeuble qui s'effondre.

On a écrit à toutes les autorités concernées, mais rien n'a été fait», crient les jeunes de ce quartier, qui gardent encore les séquelles et les traumatismes des inondations de 2001. Encore une fois, la sonnette d'alarme a été tirée. Faut-il qu'il y ait plus des morts pour que les autorités réagissent ?

R. M.